



Le 9 mai 2019, plusieurs membres de Genre en Action ont participé au sommet W7 à Paris dans le cadre de la mobilisation [Feminist Count](#). Autour de tables rondes et d'échanges, environ 400 féministes du monde entier se sont retrouvé-e-s à la maison de l'UNESCO à Paris pour exiger des responsables politiques un engagement pour un G7 véritablement féministe. [Claudy Vouhé de Genre en Action a contribué au panel sur la redevabilité sur la question des budgets-genre.](#)

Egalité femmes-hommes et redevabilité des états : enjeux féministes des budgets-genre

Je vous remercie de me donner cette opportunité de faire le lien entre la BSG (budgétisation sensible au genre) et la redevabilité. Je vais essayer de ne pas utiliser trop d'acronymes, mais il faut reconnaître qu'ils font partie du décor. Je suis féministe et militante et je travaille sur les budgets-genre depuis plusieurs années, à travers des formations notamment et de la recherche-action. Voici comment je vois les choses de là où je suis.

Pour débiter, je veux énoncer ce qui pour moi, représente un enjeu majeur : inverser les paradigmes. La première chose serait de reconnaître qu'on a besoin de l'égalité femmes-hommes pour le développement, alors qu'actuellement le paradigme qui influence les politiques est que le développement crée l'égalité. Mettre en avant le développement économique comme moteur de tout, c'est privilégier l'argument de l'efficacité. Or, si on ne peut pas nier que le développement économique soit important, cela ne doit pas faire oublier les droits. D'un point de vue féministe, je suis fâchée avec la notion de « smart economics » qui l'emporte actuellement sur toutes les autres stratégies. Ce n'est pas uniquement pour développer l'économie qu'on doit « développer le potentiel des femmes ». « Smart economics sucks » : même si ça ne rapportait rien à personne, on doit travailler sur les droits des femmes. C'est une question de principe, de redevabilité des états envers la moitié de leur population.

Mon premier constat est celui d'un déplacement des responsabilités pour l'égalité femmes-hommes, en lien avec la logique de l'efficacité économique : les mécanismes genre (Ministères des Droits des femmes, de l'Égalité ou du Genre, selon la forme et le nom qu'ils prennent dans différents pays) sont écartés dans la mise en place des budgets-genre. Ces mécanismes, nous le savons et le déplorons depuis longtemps, sont souvent faibles, mal financés, avec assez peu de pouvoir. Les processus de budgets-genre sont confiés aux Ministères des Finances et/ou de l'Économie. On pourrait s'en réjouir d'un point de vue de la transversalité que nous appelons de nos vœux depuis 1995 (Conférence mondiale des femmes de Beijing). Cependant, ce déplacement de la redevabilité pour l'égalité femmes-hommes vers les « ministères d'argent » renforce l'argument que l'égalité femmes-hommes est avant tout une question d'efficacité budgétaire. Pas de lois, de droits ... Ce déplacement de la redevabilité se généralise. On a cité le Maroc, mais c'est vrai pour

d'autres pays. Actuellement, il y a environ une centaine de pays dans le monde qui mettent en œuvre des budgets-genre. Il me semble essentiel de ne pas décrédibiliser et affaiblir les mécanismes genre au sein des gouvernements et de ne pas confier la budgétisation sensible au genre uniquement aux Ministères des Finances. Intégrer des indicateurs de performance budgétaires ou des indicateurs sexo-spécifiques ne suffira pas. Or, les responsables techniques et politiques dans les ministères qui mènent la budgétisation sensible au genre actuellement sont assez peu formé·es aux questions fondamentales de genre : il est difficile dans ces ministères, par exemple, d'établir le lien entre les budgets-genre et la Convention pour l'élimination de toutes formes de discriminations envers les femmes (CEDEF/CEDAW).

Mon second constat concerne la technocratisation de la budgétisation sensible au genre. En Tunisie où j'étais la semaine dernière, la BSCEE est entrée dans la LOB pour rendre les PAP sensibles à la GBO ! Je vous laisse décrypter ! La budgétisation sensible au genre est devenue un travail très technocratique, extrêmement technique, réservé aux spécialistes de la finance publique. Une masse importante d'assistance technique est dédiée par les bailleurs internationaux au soutien des Ministères des Finances. Ce qui se met en place est une « plomberie » lourde. Cependant, force est de constater que les moyens investis pour développer cette mécanique et ses tuyaux produisent pour le moment assez peu d'effets sur le terrain pour les femmes, leurs droits fondamentaux et l'égalité. Là encore, c'est une question de vision politique. Majoritairement, pour le moment, la budgétisation sensible au genre consiste surtout à trouver de l'argent pour les femmes (plus rarement pour l'égalité femmes-hommes) dans les enveloppes budgétaires dont la taille au sein du budget national n'est pas contestée. Il faut imaginer le budget national comme un camembert coupé en parts : une part pour l'éducation, la santé, l'industrie, la défense ... L'enjeu fondamental est de changer la taille des parts ! On ne peut pas se contenter de marquer des lignes « genre » à l'intérieur des enveloppes budgétaires telles qu'elles sont définies. Pour aller vers une véritable refonte budgétaire qui engage la redevabilité des états en termes d'égalité femmes-hommes, nous devons nous questionner sur la taille des parts allouées aux domaines où les questions de genre sont les plus porteuses et pressantes, ainsi que Maxime Fourest l'évoquait ce matin.

Mon troisième constat porte sur ce que j'appellerai « les grands absents » et ouvre un certain nombre d'enjeux de redevabilité.

Tout d'abord, je vais parler des « parties prenantes ».

La première absence concerne *les parlements*. Ils sont peu au courant des budgets-genre. Ils sont peu impliqués et pourtant ils étudient et votent les lois. Un gros travail est à faire, avec notamment les réseaux des femmes parlementaires

Ensuite, il y a les *élu·es du niveau local*. Dans le contexte de la décentralisation, il est primordial que les budgets-genre se matérialisent au niveau des municipalités, des communes, et ceci est valable en France et ailleurs.

La *société civile* est absente aussi. Pour rejoindre un point évoqué précédemment, je dirais que ceci est le résultat de la budgétisation sensible au genre accaparée par les ministères, notamment des finances, et par les bailleurs internationaux qui la soutiennent. Dans les dynamiques actuelles très institutionnalisées, la société civile a peu de place. Pourtant, des initiatives très intéressantes sont menées par des associations féministes en Amérique

Latine, en Inde, dans certains pays européens aussi (en Grande Bretagne, le travail du Women's Budget Group par exemple). C'est moins le cas dans les pays francophones. Je citerai l'exemple du travail de Genre en Action avec des associations au Sénégal qui a montré l'importance de travailler avec la société civile pour démystifier la budgétisation sensible au genre et la remettre dans le débat de la citoyenneté, la sortir du domaine économique et financier « pur ». A ce propos, il faut remarquer aussi l'absence des féministes francophones. La recherche et la critique féministe des budgets-genre est en anglais, en espagnol. Un travail original reste à faire dans les pays francophones.

Les absences se situent également sur le plan des contenus et des processus, j'en mentionnerai trois – qui rejoignent des points déjà évoqués :

La reconnaissance du care au niveau macroéconomique est primordiale. Le travail invisible des femmes doit être comptabilisé dans indicateurs macroéconomiques (PNB, PIB). Tant que nous ne mobiliserons pas des outils comme les budget-temps pour objectiver combien de temps les femmes passent dans le domaine du soin (tâches domestiques, soin aux personnes, collecte d'eau, de bois etc.), nous ne parviendrons pas à montrer à quel point les femmes contribuent déjà au développement. Personnellement, je suis fatiguée et en colère d'entendre qu'il faut « intégrer les femmes au développement » : elles sont déjà là, il faut le reconnaître politiquement, socialement et économiquement, à travers des politiques publiques qui les soutiennent dans ce rôle mais visent aussi à ré-équilibrer le partage du care entre les sexes. C'est une revendication centrale des féministes économistes de la première heure mais qui peine encore à être entendue, plusieurs décennies plus tard.

La fiscalité est un domaine peu recherché en lien avec la budgétisation sensible au genre qui s'intéresse beaucoup plus à la manière dont l'état dépense, qu'à la manière dont il collecte ses revenus. La fiscalité directe (impôts sur les revenus ou les sociétés) n'est pas également en place partout. En revanche, la fiscalité indirecte (la TVA, les taxes aux frontières etc.) existe partout et elle affecte différemment les femmes et les hommes. La fiscalité est un levier pour l'égalité femmes-hommes. Là encore, les recherches féministes anglo-saxonnes ou dans l'espace hispanique sont en avance. Dans le contexte francophone, très peu de recherches portent un regard féministe sur la fiscalité et les politiques fiscales en général.

Je terminerai en parlant de *la participation des femmes aux processus budgétaires* : que ce soit au niveau local ou national, s'il n'y a pas assez de femmes dans les parlements ou conseils municipaux, les questions d'égalité femmes-hommes ont moins de chance d'être débattues. Mais cela ne suffit pas. Dans le projet mené à St Louis par Genre en Action et des associations locales, la parité est en place au Conseil Municipal, la loi sur la parité est respectée. Cependant, quand nous avons étudié les procès-verbaux, nous avons constaté que peu de femmes élues participaient aux commissions techniques, aux débats d'orientation budgétaire ... les budgets restent un espace masculin. Dans les ministères des Finances et de l'Economie où les budgets-genre sont travaillés actuellement, la part des femmes en haut des organigrammes est également faible. Il est essentiel d'observer la participation des femmes dans les processus de budgétisation sensible au genre car, encore une fois, le processus est largement aussi important que la tuyauterie

Conclusion : #grabthembythebugdet !

Mon mot de la fin concerne un élément très important à mes yeux qui a été évoqué ce matin mais n'est pas repris dans les revendications du W7, et je le déplore. Il s'agit de l'armement. Tant que nous militariserons le monde, il n'y aura pas de paix, pas de non-violence pour les femmes. La vente d'armes a rapporté 9,1 milliards d'euros de revenus à la France en 2018. Quand les représentants du G7 vont se retrouver à Biarritz, ils vont peser des milliards et des milliards. Je veux dire ceci à Mr Macron : si au G7, il ne met pas l'égalité femmes-hommes à la table des discussions et ne fait pas le lien entre les violences faites aux femmes et la masse d'armes vendue par les membres du G7, je lui demanderai personnellement de rendre son T-Shirt de « diplomate féministe ».

Claudy Vouhé

claudy.vouhe@genreaction.net

9 mai 2019

La dynamique *Feminist count* et le compte rendu de la journée du 9 mai 2019 sont à retrouver sur ce lien : <https://www.feministscount.org/>